Les ONG sous le coup des restrictions budgétaires de l'ONU

DROITS HUMAINS L'austérité budgétaire imposée à l'ONU a pour conséquence une réduction du temps de parole des ONG devant le Conseil des droits de l'homme, qui reprend ses travaux le 24 février. Celles-ci craignent que certains Etats n'en profitent pour les museler

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

L'une des craintes est de voir débarquer au Conseil des droits de l'homme des «Gongo», des ONG créées par les Etats eux-mêmes pour faire leur propagande. *(LAURENT GILLIERON/ KEYSTONE)*

Activiste russe des droits humains, Lioubov Sobol ne mâche pas ses mots face au pouvoir de Vladimir Poutine. Présentée par la BBC comme l'une des 100 femmes les plus influentes, interdite de se présenter à l'élection à la Douma de Moscou en 2019, elle a dénoncé lundi au Palais des Nations la corruption et l'autoritarisme du pouvoir russe dans le cadre du 12e Sommet sur les droits humains et la démocratie (genevasummit.org). Elle est intervenue une semaine avant l'arrivée de ministres de la planète entière pour le début de la 43e session du Conseil des droits de l'homme (CDH). La société civile à Genève est ravie de voir des Lioubov Sobol débarquer à Genève, mais elle n'en est pas moins très inquiète. Les restrictions budgétaires dont l'ONU fait l'objet ont un impact fâcheux sur le fonctionnement du CDH.

Pas de débat général

Vingt-sept ONG ont exprimé leur crainte dans un courrier adressé le 23 janvier au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. «Les mesures les plus récentes, adoptées [...] le 6 décembre 2019 lors d'une session sur l'organisation du CDH comprennent une réduction du nombre de réunions bien plus importante que celle que l'ex-directeur général de l'ONU Genève avait fixée pour le Conseil.» Pour les ONG, cela ne fait aucun doute: l'austérité budgétaire va «limiter sensiblement la participation de la société civile aux travaux du CDH». Mesure la plus draconienne: il n'y aura pas de débat général lors de la session de juin.

«Or, explique Salma el-Hosseiny, chargée du plaidoyer pour l'ONG International Service for Human Rights (ISHR) auprès du CDH, le débat général est l'unique espace où la société civile peut s'exprimer sans limites et aborder tous les sujets. Nombre d'activistes comme Lina al-Hathloul, sœur d'une Saoudienne emprisonnée et torturée pour avoir défendu les droits des femmes, n'auraient jamais pu s'exprimer devant le Conseil sans l'espace offert par le débat général.» L'activiste craint aussi une réduction des *lunch meetings* qui permettent au CDH de couvrir un nombre de problématiques accru au cours d'une session. Ils sont pour l'heure maintenus, mais sont menacés. Ces restrictions sont à prendre très au sérieux, analyse Salma el-Hosseiny, qui craint l'effet cheval de Troie. «Au cours des deux dernières années, des Etats comme la Chine, la Russie ou l'Egypte ont tenté de limiter la participation de la société civile au CDH. Ils pourraient profiter des difficultés budgétaires pour justifier leur volonté de réduire encore notre temps de parole.»

Pour Salma el-Hosseiny, le moment est critique. Elle redoute que la société civile fasse les frais de mesures bureaucratiques en apparence anodines. Ce d'autant que les ONG ne sont pas ou plus en odeur de sainteté dans plusieurs pays. «Mais ce qui nous menace le plus, ajoute l'activiste d'ISHR, ce sont les mesures d'intimidation prises par certains Etats pour empêcher que des gens viennent témoigner à Genève. Un exemple? L'avocat et défenseur des droits humains égyptien Ibrahim Metwally Hegazy devait venir témoigner devant le groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées. Il a été arrêté à l'aéroport, puis torturé. Il est toujours en prison, accusé d'avoir créé une organisation illégale et d'avoir communiqué avec des entités étrangères afin de nuire à la sécurité de l'Etat.» L'autre crainte est de voir débarquer au Conseil des droits de l'homme des «Gongo», des ONG créées par les Etats eux-mêmes pour faire leur propagande.

> Antonio Guterres est de plus en plus sous le feu des critiques pour sa prudence excessive quand il s'agit de défendre les droits humains

Climat difficile

Les difficultés de la société civile sont révélatrices d'un climat difficile. Faisant partie de l'un des trois piliers de l'ONU, les droits de l'homme bénéficient d'une allocation de ressources minimale, soit 3,7% du budget régulier de l'organisation. Le CDH a aussi dû digérer le retrait, en juin 2018, des Etats-Unis, qui estiment que cet organe dysfonctionne au détriment d'Israël et au bénéfice des Etats qui violent impunément les droits humains. L'administration Trump semble pourtant elle aussi attacher moins d'importance aux droits humains. Présidente du CDH, l'ambassadrice autrichienne Elisabeth Tichy-Fisslberger a écrit à Antonio Guterres le 14 janvier, relevant que le CDH a fait les efforts nécessaires pour réduire de 154 (en 2016) à 123 cette année le nombre de réunions du CDH. Mais elle met en lumière la «dichotomie croissante entre les tâches du CDH et les ressources allouées». A Genève, un bon connaisseur du CDH nuance: «Oui, les ONG ont moins de temps de parole, mais les Etats aussi!»

A New York, Antonio Guterres est de plus en plus sous le feu des critiques pour sa prudence excessive quand il s'agit de défendre publiquement les droits humains. «Je pense que les futurs historiens ne le verront pas comme de la prudence, mais plutôt comme de la faiblesse», confie l'ex-haut-commissaire aux droits de l'homme Zeid Ra'ad al-Hussein à *Foreign Policy*. Dans un courriel envoyé à un haut responsable onusien et que le magazine américain a pu lire, l'ancien secrétaire général adjoint pour les réfugiés Andrew Gilmour le lâche, dépité: «L'impression véhiculée par certains est que défendre les valeurs de la Charte de l'ONU [...] apparaît comme un signe de fanatisme et d'imbécillité politique.»

EN BREF

Retraites: la «conférence de financement» débute

Installée fin janvier par le premier ministre français, Edouard Philippe, la «conférence de financement» chargée de ramener à l'équilibre le système de retraite d'ici à 2027 démarrera ses travaux ce mardi, les partenaires sociaux devant se réunir six fois d'ici à avril.
Les organisations syndicales et patronales sont conviées à deux groupes de travail qui débuteront respectivement mardi et jeudi à 9h30 au Ministère des solidarités à Paris. AFP

Niger: 20 morts lors d'une bousculade

Une vingtaine de personnes ont été tuées et plusieurs blessées lundi dans une bousculade provoquée par une distribution de vivres et d'argent à des réfugiés et déplacés à Diffa, dans le sud-est du Niger. L'aide était offerte par Babagana Umara Zulum, le gouverneur de l'Etat nigérian de Borno (nord-est du Nigeria) qui est venu lundi visiter les sites de réfugiés nigériens fuyant les attaques de Boko Haram et qui sont installés dans plusieurs zones de la région de Diffa depuis 2015. AFP

Nouvelle mission navale pour l'UE en Libye

L'Union européenne est parvenue lundi à un accord pour déployer des navires de guerre à l'est de la Libye afin d'empêcher les livraisons d'armes à ce pays, à la condition, exigée par plusieurs pays, de ne pas laisser cette opération navale encourager les traversées de migrants. «Nous sommes parvenus à un accord politique à l'unanimité, ce que je pensais impossible à mon arrivée», a annoncé le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. AFP

Assad s'engage à poursuivre l'offensive

Le président syrien Bachar el-Assad s'est engagé lundi à poursuivre l'offensive dans le nord-ouest du pays pour «libérer» l'ultime grand bastion tenu par les djihadistes et les rebelles, au lendemain de la reconquête par ses forces des abords de la métropole d'Alep. Ses déclarations interviennent alors que l'ONU réitère ses appels pour un cessez-le-feu dans la région d'Idlib et les territoires attenants, où combats et frappes aériennes ont fait des dizaines de morts mais aussi plus de 900000 déplacés depuis décembre. AFP

PUBLICITÉ

Partenaire média

LE TEMPS